

L'essentiel de la plénière 1er-2 février-2017 - Session plénière Bruxelles

L'interdiction de voyager aux États-Unis débattue en plénière

Les présidents des groupes politiques prendront la parole afin d'exprimer leur point de vue sur les conséquences du décret signé vendredi dernier par le Président américain, Donald Trump, qui interdit, avec effet immédiat, l'accès au territoire américain aux ressortissants de sept pays.

4

Débat sur les prochaines étapes de l'union de l'énergie

Le deuxième rapport sur l'état de l'union de l'énergie sera débattu en présence du vice-président de la Commission, Maroš Šefčovič, mercredi à 16 heures.

5

Vers une reconnaissance transfrontalière des adoptions

Afin de protéger les enfants adoptés, les députés vont exhorter la Commission européenne à proposer des règles communes obligeant les États membres à reconnaître automatiquement les ordonnances d'adoption émises dans un autre État membre. Le projet de résolution suggère la création d'un certificat d'adoption européen afin d'accélérer la procédure de reconnaissance automatique. Le débat et le vote auront lieu jeudi.

6

Accès à l'UE sans visa pour les Géorgiens: vote final du Parlement

Le projet législatif permettant aux citoyens géorgiens de se rendre dans l'UE sans visa sera mis au vote lors de la plénière jeudi à midi. Les détenteurs de passeports biométriques pourront séjourner dans l'espace Schengen pendant 90 jours par période de 180 jours, pour le tourisme, les affaires ou toute autre raison, sauf le travail.

7

Flux migratoires en Méditerranée centrale: débat avec le commissaire européen à la coopération internationale et au développement

Les députés débattront de la pression croissante actuelle en Méditerranée centrale avec le commissaire européen à la coopération internationale et au développement, Neven Mimica, mercredi vers 17 heures.

8

Bananes: des garanties contre la hausse des importations pour les producteurs européens

Des règles visant à protéger les producteurs de bananes européens contre toute augmentation des importations en provenance de l'Équateur, suite à son adhésion à l'accord commercial UE-Colombie/Pérou, seront débattues mercredi et votées jeudi. 9

La crise au Soudan du Sud en débat avec le commissaire Mimica

Les députés débattront de la propagation de la violence, y compris des atrocités de masse, et des besoins humanitaires urgents qui en résultent au Soudan du Sud avec le commissaire européen à la coopération internationale et au développement, Neven Mimica, mercredi en fin d'après-midi. 11

Les crises de l'état de droit en République démocratique du Congo et au Gabon

Les députés devraient demander des enquêtes indépendantes sur les violences liées aux élections à la fois en République démocratique du Congo et au Gabon dans le cadre d'un débat avec le commissaire européen à la coopération internationale et au développement, Neven Mimica, mercredi en fin d'après-midi, et dans une résolution votée jeudi. 12

Erasmus+ devrait financer les organisations de jeunesse et l'apprentissage

Le programme Erasmus+ devrait donner à tous les jeunes, et pas seulement aux étudiants universitaires, la possibilité d'étudier à l'étranger, affirment les députés dans un projet de résolution voté jeudi. Le budget d'Erasmus+ devrait être plus flexible pour offrir des chances égales à tous et faire face à la hausse des candidatures à projet pour les organisations de la jeunesse, ajoutent les députés. Ils s'inquiètent également du faible taux de participation du secteur de l'apprentissage. 13

Tolérance zéro à l'égard des mutilations génitales féminines

Lors d'un débat prévu mercredi soir, les députés interrogeront la Commission européenne sur les progrès réalisés en matière d'éradication des mutilations génitales féminines (MGF) dans l'UE et sur la protection des jeunes filles contre cette pratique violente. 15

Autres sujets à l'ordre du jour

Parmi les autres sujets devant être débattus et votés, figure: 17

<http://www.europarl.europa.eu/news/fr/agenda/briefing/2017-02-01>

En savoir plus

[Projet d'ordre du jour](#)

[EP Live: suivre la séance en direct](#)

[Europarl TV](#)

[Conférences de presse et autres événements](#)

[Site du service audiovisuel du Parlement européen](#)

[EP Newshub](#)

[Service de recherche du PE: podcasts sur les principales questions de la plénière](#)

Contacts

Emilie TOURNIER

Attachée de presse

☎ (+32) 2 28 30578 (BXL)

☎ (+33) 3 881 72649 (STR)

📱 (+32) 473 55 74 66

✉ presse-FR@europarl.europa.eu

Wendy DE MONTIS

Service de presse

☎ (+32) 2 28 31151 (BXL)

📱 (+32) 470 87 02 64

✉ presse-fr@europarl.europa.eu

Nicolas DELALEU

Service de presse

☎ (+32) 2 28 44407 (BXL)

✉ presse-fr@europarl.europa.eu

L'interdiction de voyager aux États-Unis débattue en plénière

Les présidents des groupes politiques prendront la parole afin d'exprimer leur point de vue sur les conséquences du décret signé vendredi dernier par le Président américain, Donald Trump, qui interdit, avec effet immédiat, l'accès au territoire américain aux ressortissants de sept pays.

Les modifications portées au projet d'ordre du jour, si elles sont adoptées par une majorité des députés, seront annoncées à l'ouverture de la session à 15 heures par le Président du Parlement Antonio Tajani.

Débat: mercredi 1er février Procédure: déclaration de la vice-présidente de la Commission et haute représentante de l'UE, débat à un tour des présidents des groupes politiques @EPlenary

En savoir plus

[Déclaration de Claude Moraes \(S&D, UK\), président de la commission des libertés civiles, sur la nouvelle politique d'immigration des États-Unis \(30.01.2017\)](#)

[Communiqué de presse: Les députés des affaires étrangères et du développement profondément préoccupés par "l'interdiction d'entrer aux États-Unis" \(31.01.2017\)](#)

Débat sur les prochaines étapes de l'union de l'énergie

Le deuxième rapport sur l'état de l'union de l'énergie sera débattu en présence du vice-président de la Commission, Maroš Šefčovič, mercredi à 16 heures.

Avec huit propositions supplémentaires ("paquet sur l'énergie propre") présentées en novembre 2016, environ 80% de la législation nécessaire pour achever l'union de l'énergie est désormais entrée dans le processus législatif. L'objectif est d'assurer que l'Europe dispose d'une énergie sûre, abordable et respectueuse du climat.

Le Parlement et le Conseil se sont entendus de façon provisoire sur les accords intergouvernementaux relatifs à l'énergie et débattent actuellement des nouvelles dispositions concernant l'étiquetage de l'efficacité énergétique. Par ailleurs, ils devraient débiter prochainement les négociations sur les propositions liées à la sécurité de l'approvisionnement en gaz.

Paquet sur l'énergie propre

Les propositions législatives couvrent l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables, la conception du marché de l'électricité, la sécurité de l'approvisionnement en électricité, et les règles de gouvernance pour l'union de l'énergie. La commission de l'industrie du Parlement commencera sous peu à examiner les propositions.

Débat: mercredi 1er février

Procédure: déclaration de la Commission

#EnergyUnion @MarosSefcovic

En savoir plus

[Travaux en cours en commission de l'industrie, de la recherche et de l'énergie](#)

[Service de recherche du PE: législation en cours \(en anglais\)](#)

[Paquet sur l'énergie propre - Communiqué de presse de la Commission européenne \(novembre 2016 - en anglais\)](#)

[Enregistrement vidéo de l'échange de vue en commission de l'industrie \(25.01.2017\)](#)

[Premier rapport sur l'état de l'union de l'énergie - Communiqué de presse de la Commission européenne \(novembre 2015\)](#)

Vers une reconnaissance transfrontalière des adoptions

Afin de protéger les enfants adoptés, les députés vont exhorter la Commission européenne à proposer des règles communes obligeant les États membres à reconnaître automatiquement les ordonnances d'adoption émises dans un autre État membre. Le projet de résolution suggère la création d'un certificat d'adoption européen afin d'accélérer la procédure de reconnaissance automatique. Le débat et le vote auront lieu jeudi.

Le projet de résolution invite la Commission à présenter des règles sur la reconnaissance automatique, dans toute l'Union, des adoptions nationales, c'est-à-dire lorsque les adoptants et l'enfant adopté résident dans le même pays.

Les familles dont l'enfant a été adopté dans le même pays qu'elles doivent encore faire face à des obstacles administratifs et judiciaires quand elles déménagent d'un État membre de l'UE à l'autre. Par exemple, les parents peuvent rencontrer des difficultés pour inscrire leur enfant adopté à l'école ou pour lui fournir un traitement médical s'ils ne prennent pas les mesures juridiques supplémentaires nécessaires pour prouver qu'ils ont bien la garde de l'enfant.

Si la résolution est approuvée, la Commission ne sera pas obligée de suivre les recommandations du Parlement, mais devra alors motiver les raisons de son refus.

Vous trouverez plus d'informations sur ce sujet dans une [note d'information](#).

*Débat: jeudi 2 février Vote: jeudi 2 février Procédure: procédure d'initiative législative
#crossborder #adoption*

En savoir plus

[Projet de rapport sur les aspects transfrontaliers des adoptions](#)

[Profil du rapporteur Tadeusz Zwiefka \(PPE, PL\)](#)

[Nouvelles règles de reconnaissance transfrontalière automatique des adoptions](#)

[Fiche de procédure](#)

[Service de recherche du PE: la reconnaissance transnationale des adoptions](#)

[Produits audiovisuels pour professionnels](#)

Accès à l'UE sans visa pour les Géorgiens: vote final du Parlement

Le projet législatif permettant aux citoyens géorgiens de se rendre dans l'UE sans visa sera mis au vote lors de la plénière jeudi à midi. Les détenteurs de passeports biométriques pourront séjourner dans l'espace Schengen pendant 90 jours par période de 180 jours, pour le tourisme, les affaires ou toute autre raison, sauf le travail.

Les négociateurs du Parlement et du Conseil sont parvenus à un accord sur la législation en décembre dernier. L'exemption de visa entrera en vigueur à la même date que le mécanisme de suspension de visa, qui permet aux États membres de réintroduire de façon provisoire l'obligation de visa pour des raisons de sécurité publique.

Débat: jeudi 2 février

Vote: jeudi 2 février

Procédure: codécision (procédure législative ordinaire), accord en première lecture

#Georgia #visas

En savoir plus

[Projet de rapport sur la proposition d'exempter les citoyens géorgiens de l'obligation de visa](#)
[Accès à l'UE sans visa pour la Géorgie: accord des négociateurs du Parlement et du Conseil](#)
(CP, 13.12.2016)

[Suspension de l'exemption de visa: les députés soutiennent des mesures "frein de secours"](#)
(CP, 15.12.2016)

[Profil du rapporteur Mariya Gabriel \(PPE, BG\)](#)

[Fiche de procédure](#)

[Produits audiovisuels pour professionnels](#)

Flux migratoires en Méditerranée centrale: débat avec le commissaire européen à la coopération internationale et au développement

Les députés débattront de la pression croissante actuelle en Méditerranée centrale avec le commissaire européen à la coopération internationale et au développement, Neven Mimica, mercredi vers 17 heures.

Alors que le nombre de personnes qui franchissent la mer Égée pour atteindre l'UE a nettement chuté, le nombre de celles tentant de franchir la mer Méditerranée centrale, principalement depuis la Libye vers l'Italie, continue de grimper.

L'idée de s'inspirer de l'accord UE-Turquie pour faire face aux flux migratoires en provenance de Libye, proposée plus tôt ce mois-ci par le Premier ministre maltais Joseph Muscat au nom de la présidence du Conseil, a été rejetée par Mme Mogherini.

La haute représentante a en revanche annoncé que 200 millions d'euros en financements européens seront alloués au fonds d'affectation spéciale de l'UE pour l'Afrique, afin d'aider à prévenir les migrations en provenance de Libye. Ce financement inclut 3,2 millions d'euros dans le but d'élargir le programme de formation actuel de l'UE pour les garde-côtes libyens dans le cadre de l'opération Sophia. Une partie de l'argent sera utilisée pour mettre au point un programme de "retours volontaires", en vue d'aider les migrants déplacés bloqués en Libye à rentrer dans leur pays d'origine.

Débat: mercredi 1er février

Procédure: déclaration de la haute représentante de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité

#Libya #migration

En savoir plus

[Service de recherche du PE - La Libye après Kadhafi: défi de la transition \(juin 2016 - en anglais\)](#)

[Relations UE-Libye](#)

[Produits audiovisuels pour professionnels](#)

Bananes: des garanties contre la hausse des importations pour les producteurs européens

Des règles visant à protéger les producteurs de bananes européens contre toute augmentation des importations en provenance de l'Équateur, suite à son adhésion à l'accord commercial UE-Colombie/Pérou, seront débattues mercredi et votées jeudi.

L'Équateur, l'un des plus grands producteurs de bananes au monde, a adhéré à l'accord commercial de l'UE avec la Colombie et le Pérou en janvier 2017. Le pays disposera d'un accès préférentiel au marché européen, mais les intérêts des producteurs de l'UE seront protégés par un mécanisme de stabilisation temporaire.

Un accord politique sur ce mécanisme, qui permet la suspension de l'accès préférentiel après le dépassement d'un certain seuil annuel, a été conclu par les ministres et les députés européens en décembre 2016. Les négociateurs du Parlement ont également introduit un système d'alerte précoce, qui se déclenchera quand les volumes d'importation atteindront 80% du seuil.

Informations générales

La banane est le fruit le plus consommé au monde. L'Union européenne est son premier marché, achetant un tiers des exportations mondiales. Les Européens importent principalement depuis les pays d'Amérique latine, alors qu'environ 11% de la demande européenne est fournie par les producteurs européens d'Espagne (Îles Canaries), de France (Guadeloupe et Martinique), du Portugal (Madère et les Açores), de Chypre et de Grèce. Sur ces territoires, la filière de la production de la banane joue un rôle économique clé et est un exemple en termes de durabilité.

Débat: mercredi 1er février

Vote: jeudi 2 février

Procédure: procédure législative ordinaire

#Ecuador #EUtrade #Peru #Colombia

En savoir plus

[Les députés soutiennent l'accord commercial avec l'Équateur \(communiqué de presse du 14.12.2016\)](#)

[Conséquences économiques de l'adhésion de l'Équateur à l'accord commercial UE-Colombie/Pérou \(Commission européenne, juin 2016, en anglais\)](#)

[Profil du rapporteur Marielle de Sarnez \(ADLE, FR\)](#)

[Commission du commerce international](#)

La crise au Soudan du Sud en débat avec le commissaire Mimica

Les députés débattront de la propagation de la violence, y compris des atrocités de masse, et des besoins humanitaires urgents qui en résultent au Soudan du Sud avec le commissaire européen à la coopération internationale et au développement, Neven Mimica, mercredi en fin d'après-midi.

En décembre 2013, une lutte de pouvoir entre le Président Salva Kiir et son vice-président congédié Riek Machar s'est transformée en guerre civile au Soudan du Sud, pays fondé tout juste deux ans plus tôt.

Malgré un accord de paix signé sous une forte pression internationale en août 2015, plusieurs dizaines de milliers de personnes sont mortes et l'insécurité alimentaire et la malnutrition aiguë ont atteint des niveaux sans précédent. Plus de trois millions de personnes ont été chassées de leurs foyers, créant l'une des pires situations de déplacement au monde, selon les Nations unies.

Débat: mercredi 1er février

Procédure: déclaration de la haute représentante de l'Union pour la politique étrangère

#SouthSudan

En savoir plus

[Fiche de procédure](#)

[Service de recherche du PE: "Accord de paix au Soudan du Sud: ambitieux mais difficile à concrétiser" \(février 2016\) \(en anglais\)](#)

[Résolution du Parlement européen du 9 juillet 2015 sur la situation de deux pasteurs chrétiens au Soudan](#)

[Résolution du Parlement européen du 12 mars 2015 sur le Soudan du Sud et, en particulier, les enlèvements d'enfants qui y ont eu lieu récemment](#)

[L'UE et le Soudan du Sud \(en anglais\)](#)

[Le Fonds d'urgence de l'UE pour l'Afrique - Corne de l'Afrique \(décembre 2016\) \(en anglais\)](#)

[Matériel audiovisuel pour professionnels](#)

Les crises de l'état de droit en République démocratique du Congo et au Gabon

Les députés devraient demander des enquêtes indépendantes sur les violences liées aux élections à la fois en République démocratique du Congo et au Gabon dans le cadre d'un débat avec le commissaire européen à la coopération internationale et au développement, Neven Mimica, mercredi en fin d'après-midi, et dans une résolution votée jeudi.

Condamnant toutes les violences perpétrées et les allégations de violations graves des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans les deux pays, les députés demanderont probablement que les résultats des élections au Gabon soient renvoyés non seulement devant la Cour constitutionnelle gabonaise, mais aussi devant l'Union africaine et l'ONU. Ils pourraient également exhorter tous les acteurs politiques en RDC à s'engager dans un dialogue pacifique et constructif et à prévenir toute aggravation de la crise politique actuelle.

Débat: mercredi 1er février

Vote: jeudi 2 février

Procédure: déclaration de la haute représentante de l'Union pour la politique étrangère (avec résolution)

#Congo #RDC #Gabon #ruleoflaw

En savoir plus

[Projet de résolution commune sur la crise de l'état de droit en République démocratique du Congo et au Gabon](#)

[Fiche de procédure](#)

[Résolution du Parlement européen du 1er décembre 2016 sur la situation en République démocratique du Congo](#)

[Service de recherche du PE - Briefing: "La démocratie en Afrique: alternance du pouvoir et limites aux mandats présidentiels" \(en anglais\)](#)

[Service de recherche du PE - At A Glance: "Situation tendue en République démocratique du Congo" \(juin 2016\) \(en anglais\)](#)

[Service de recherche du PE - At A Glance: "Droits de l'homme en République démocratique du Congo: Tumulte à la veille des élections" \(juin 2016\) \(en anglais\)](#)

[Matériel audiovisuel pour les professionnels](#)

Erasmus+ devrait financer les organisations de jeunesse et l'apprentissage

Le programme Erasmus+ devrait donner à tous les jeunes, et pas seulement aux étudiants universitaires, la possibilité d'étudier à l'étranger, affirment les députés dans un projet de résolution voté jeudi. Le budget d'Erasmus+ devrait être plus flexible pour offrir des chances égales à tous et faire face à la hausse des candidatures à projet pour les organisations de la jeunesse, ajoutent les députés. Ils s'inquiètent également du faible taux de participation du secteur de l'apprentissage.

Le Parlement demande à la Commission européenne de donner aux agences nationales davantage de flexibilité pour déplacer les fonds au sein des actions clés du programme et de permettre ainsi de poursuivre des projets de qualité dans des secteurs qui sont sous-financés. Par ailleurs, les députés soulignent la nécessité de réduire la bureaucratie, de simplifier les formulaires de demande et d'accroître les taux de préfinancement afin de faciliter la mise en œuvre de projets pour les organisations de petite taille.

Évaluation du mécanisme de prêt aux étudiants

De plus, les députés exhortent la Commission à préparer une évaluation critique du fonctionnement du mécanisme de garantie de prêt aux étudiants, conçu pour aider les étudiants de Master à contracter des prêts bancaires à faible taux soutenus par la Commission européenne en tant que garant partiel des éventuels défauts de paiement des étudiants. Seulement 130 étudiants et quatre banques ont utilisé cet outil depuis son lancement en 2015.

Note aux rédacteurs

Erasmus+ est le programme-cadre de l'UE pour l'éducation, la formation, la jeunesse et le sport pour la période 2014-2020. Il remplace les anciens programmes de l'UE dans les domaines suivants: Erasmus pour l'enseignement supérieur, Comenius pour les écoles, Leonardo da Vinci pour l'enseignement et la formation professionnels, Grundtvig pour l'éducation des adultes, le programme Jean Monnet, le programme "Jeunesse en action" et quatre programmes internationaux d'enseignement supérieur (Erasmus Mundus, ALFA III, Tempus et Edulink).

Les premiers échanges de mobilité (Erasmus) dans le domaine de l'éducation ont débuté en 1987. Le programme d'enseignement supérieur a été le plus réussi ces 30 dernières années.

Erasmus+ s'organise autour de trois actions clés:

- Mobilité des personnes à des fins d'apprentissage (en faveur des projets de mobilité dans les l'éducation, la formation et la jeunesse pour les étudiants, le personnel et les animateurs de jeunesse);
- Coopération en matière d'innovation et d'échanges de bonnes pratiques (promeut les partenariats stratégiques entre les organisations dans le domaine de l'éducation, de la formation ou de la jeunesse, les partenariats entre les organisations dans le domaine de l'éducation ou de la formation et le travail sur le terrain; les alliances de compétences; les projets pour développer les organisations de jeunesse, le volontariat, l'intégration sociale et régionale; et la coopération internationale);
- Politique de développement (soutient les initiatives pour l'innovation politique, les dialogues avec les parties prenantes et la promotion de politiques et programmes, la coopération dans le domaine de la reconnaissance des compétences, les transferts de crédits; la recherche, l'enseignement et les débats au niveau international concernant l'éducation, la formation et l'élaboration des politiques).

Le sport est un nouveau secteur pour Erasmus+. Le programme soutient des projets qui concernent l'intégrité dans le sport, la lutte contre la discrimination et l'intolérance, le trucage de matchs, les doubles carrières des athlètes, les activités physiques bénéfiques à la santé, les activités bénévoles et la semaine européenne du sport.

Débat: mercredi 1er février

Vote: jeudi 2 février

Procédure: résolution non législative

#ErasmusPlus @EUErasmusPlus

En savoir plus

[Proposition de résolution sur la mise en œuvre d'Erasmus+: le programme de l'Union pour l'éducation, la formation, la jeunesse et le sport](#)

[Profil du rapporteur Milan ZVER \(PPE, SV\)](#)

[Fiche de procédure](#)

[Page web sur Erasmus+](#)

[Étude sur Erasmus+: mise en œuvre décentralisée - premières expériences \(en anglais\)](#)

[Service de recherche du PE - Comment le budget de l'UE est-il dépensé? Erasmus+ \(en anglais\)](#)

[30e anniversaire d'Erasmus+ - Vidéo de l'événement organisé au Parlement européen](#)

Tolérance zéro à l'égard des mutilations génitales féminines

Lors d'un débat prévu mercredi soir, les députés interrogeront la Commission européenne sur les progrès réalisés en matière d'éradication des mutilations génitales féminines (MGF) dans l'UE et sur la protection des jeunes filles contre cette pratique violente.

Dans une [résolution](#) en février 2014, le Parlement a appelé la Commission à présenter des plans d'actions communs pour mettre fin aux MGF dans l'UE. Le texte affirme que tout résident de l'UE qui se serait rendu coupable de MGF doit être poursuivi même si le délit a été commis en dehors du territoire de l'État membre concerné, et que ce principe d'"extraterritorialité" devrait être intégré dans les dispositions de droit pénal de tous les États membres.

Contexte

La Commission estime

que des centaines de milliers de femmes vivant en Europe ont été victimes de mutilations génitales et que des milliers de filles sont menacées. Les plus grands groupes de femmes et de filles issues de pays où la pratique des MGF est répandue vivent désormais en Autriche, en Belgique, au Danemark, en Allemagne, en Espagne, en Finlande, en France, en Irlande, en Italie, aux Pays-Bas, au Portugal, en Suède et au Royaume-Uni.

À l'échelle mondiale, au moins 200 millions de femmes et de filles en vie aujourd'hui ont subi des MGF, selon les [estimations de l'ONU](#). Si la tendance actuelle se poursuit, 15 millions de filles supplémentaires âgées entre 15 et 19 ans en seront victimes d'ici à 2030. Les MGF sont principalement infligées à des jeunes filles, parfois entre l'enfance et l'âge de 15 ans.

Le 6 février marque la Journée internationale de tolérance zéro à l'égard des mutilations génitales féminines.

Débat: mercredi 1er février

Procédure: déclaration de la Commission

#EndFGM

En savoir plus

Résolution du Parlement européen : "Vers l'éradication des mutilations génitales féminines"
(31.01.2014)

[Site de la Commission européenne sur les MGF \(en anglais\)](#)

Autres sujets à l'ordre du jour

Parmi les autres sujets devant être débattus et votés, figure:

- Politique sportive: bonne gouvernance, accessibilité et intégrité, Takkula (INI), débat mercredi, vote jeudi.